



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

# GAMMES

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

GAMMES

6 Rue St Barthélémy 34000 MONTPELLIER

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
251 Rue Euclide  
Parc Eureka  
34900 Montpellier

## **GAMMES**

6 Rue St Barthélémy 34000 MONTPELLIER

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association GAMMES,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GAMMES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

### **GAMMES**



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 20 juin 2025

KPMG SA

Sandra GILLET

Commissaire aux comptes

# BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement	29 005	25 119	3 887	4 983
Autres immobilisations incorporelles	188 401	121 338	67 063	56 828
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	13 685 102	7 241 212	6 443 890	6 511 633
Installations techniques, matériel et outillage	282 174	173 729	108 445	33 922
Autres immobilisations corporelles	1 998 177	1 379 471	618 706	371 380
Immobilisations corporelles en cours	342 020		342 020	403 629
Avances et acomptes				
<b>BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION</b>				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres immobilisations financières	368 656		368 656	342 105
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>16 893 536</u></b>	<b><u>8 940 869</u></b>	<b><u>7 952 668</u></b>	<b><u>7 724 480</u></b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	772 401	161 808	610 592	592 024
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	8 397 342		8 397 342	2 735 021
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	37 272		37 272	10 500
Disponibilités	10 316 774		10 316 774	9 704 068
Charges constatées d'avance	286 484		286 484	137 364
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>19 810 273</u></b>	<b><u>161 808</u></b>	<b><u>19 648 465</u></b>	<b><u>13 178 978</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<b><u>TOTAL III</u></b>				
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>36 703 809</b>	<b>9 102 677</b>	<b>27 601 132</b>	<b>20 903 458</b>

## BILAN PASSIF

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	5 227 647	3 952 651
Fonds propres avec droit de reprise	25 464	25 464
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	1 680 328	1 892 474
Autres réserves	271 593	271 593
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	198 048	381 133
Report à nouveau propre	-933 298	-642 551
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-419 761</b>	<b>-685 979</b>
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>6 050 021</b>	<b>5 194 786</b>
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables	1 523 468	1 379 868
Provisions réglementées	432 466	423 872
<b><u>TOTAL I</u></b>	<b><u>8 005 954</u></b>	<b><u>6 998 525</u></b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	802 035	594 904
<b><u>TOTAL II</u></b>	<b><u>802 035</u></b>	<b><u>594 904</u></b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 095 532	1 174 859
Provisions pour charges		
<b><u>TOTAL III</u></b>	<b><u>1 095 532</u></b>	<b><u>1 174 859</u></b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 020 987	5 157 852
Emprunts et dettes financières diverses	144 238	129 163
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 682 302	1 445 101
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 616 106	2 806 361
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 383	61 143
Autres dettes	188 582	226 197
Produits constatés d'avance	6 984 012	2 309 352
<b><u>TOTAL IV</u></b>	<b><u>17 697 611</u></b>	<b><u>12 135 170</u></b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Ecart de conversion - Passif		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>27 601 132</b>	<b>20 903 458</b>

# COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	791	675	116
Ventes de Biens et services	3 655 756	2 780 285	875 471
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	36 954 235	30 183 247	6 770 988
Ressources liées à la générosité du public	142 351	176 061	-33 710
Contributions financières	702	5 651	-4 950
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	156 980	162 225	-5 245
Transfert de charges	36 689	40 891	-4 202
Utilisation des fonds dédiés	191 879	512 432	-320 553
Autres produits	645 378	687 533	-42 155
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>41 784 761</b>	<b>34 548 999</b>	<b>7 235 762</b>
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	16 835 612	15 150 641	1 684 971
Aides financières			
Impôts et taxes	1 792 244	1 603 662	188 582
Salaires et Traitements	16 701 956	12 807 238	3 894 718
Charges sociales	5 349 570	4 277 668	1 071 902
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	882 043	777 496	104 547
Dotations aux provisions	329 461	235 551	93 910
Report en fonds dédiés	366 658	150 323	216 335
Autres charges	112 165	166 010	-53 845
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>42 369 710</b>	<b>35 168 590</b>	<b>7 201 120</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-584 950</b>	<b>-619 591</b>	<b>34 642</b>
Produits financiers	21 575	28 904	-7 329
Charges financières	135 827	110 934	24 893
<b>Résultat financier</b>	<b>-114 252</b>	<b>-82 030</b>	<b>-32 222</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-699 201</b>	<b>-701 621</b>	<b>2 420</b>
Produits exceptionnels	785 229	487 900	297 329
Charges exceptionnelles	500 444	467 941	32 504
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>284 784</b>	<b>19 959</b>	<b>264 826</b>
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	5 344	4 317	1 027
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-419 761</b>	<b>-685 979</b>	<b>266 218</b>
Contributions volontaires en nature	540 955	427 603	113 352
Charges des contributions volontaires en nature	-540 955	-427 603	-113 352

## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- Règles et méthodes comptables
- Analyse des résultats
- Résultats administratifs
- Analyse des reports à nouveau
- Tableau des immobilisations
- Tableau des amortissements
- Tableau des fonds propres
- Tableau des réserves et provisions
- Valeurs mobilières de placement
- Suivi des fonds dédiés
- Suivi des subventions d'investissement
- Etat des créances et dettes
- Produits à recevoir
- Charges à payer
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges et produits exceptionnels
- Engagements financiers
- Dettes garanties par des sûretés réelles
- Contributions volontaires en nature
- Concours publics et subventions



## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- **Honoraires de commissariat aux comptes**

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

#### Description de l'objet social de l'entité

Gammes est une association à but non lucratif qui agit depuis 1946 sur le bassin d'habitat de Montpellier, auprès des personnes et des familles qui ont besoin d'un soutien social. Elle a étendu progressivement son action à toutes les personnes et les familles en situation de précarité sur le plan personnel, économique ou social, quel que soit leur âge, leur origine ou leur situation.

L'association Gammes est aujourd'hui un initiateur et un acteur reconnu des politiques publiques de solidarité sur le territoire du département de l'Hérault.

Gammes met en œuvre son projet associatif, par la gestion d'établissements et de services sociaux, médico-sociaux, d'insertion et d'animation de la vie sociale. Au travers de son offre polyvalente de services, Gammes propose une réponse globale d'accompagnement aux personnes fragilisées par l'âge, leur état de santé, la perte d'un emploi, l'exclusion, les discriminations afin qu'elles préservent ou retrouvent leur autonomie.

Gammes a pour but l'aide et les soins à domicile, le service à la personne, la réponse à l'urgence sociale et aux demandes multiformes d'hébergement, l'action en faveur du logement des personnes défavorisées, l'insertion par l'activité économique, l'emploi et la formation, l'animation de la vie sociale, le soutien à la famille, l'accueil et la protection de l'enfance.

#### Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

- **Service d'aide et de soins infirmiers au domicile** (SPASAD, SAAD, SSIAD et ESA) pour les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes atteintes de maladie chronique et leur entourage.
- **Centre de santé** : Lieu de soins qui réunit des professionnels de santé salariés dispensant de soins.
- **Solutions d'accueil de jour, d'orientation, d'accompagnement, d'hébergement en urgence ou en stabilisation, de logement** pour toute personne ou famille sans solution personnelle de logement, en situation de précarité.
- **Pôle Animation de la vie sociale (ALISE)** : Ce pôle développe et propose des actions de proximité, sociales, culturelles, de loisirs ouvertes à tous dans 3 quartiers de la ville de Montpellier. Il propose également une action d'insertion conventionnée pour des bénéficiaires du R.S.A.

#### Description des moyens mis en œuvre

Pour mettre en œuvre son projet associatif et assurer ses missions de service public qui lui sont confiées, Gammes dispose :

- D'une structure de gouvernance, qui définit les orientations associatives et les actions de services aux personnes.
- D'une structure technique qui met en œuvre son projet associatif par la gestion d'établissements et de services sociaux, médico-sociaux, d'insertion et d'animation de la vie sociale.

Les actions sont mises en œuvre au moyen de :

- Un siège qui met en œuvre les fonctions ressources réunies en 4 directions (Vie associative, RH, finance et Immobilier).
- Des experts externes pour le conseil et les contrôles : experts comptables, commissaires aux comptes, cabinet juridique
- D'équipes dédiées de professionnels qualifiés, bénévoles et volontaires
- De moyens techniques et généraux : locaux dédiés à l'activité, parc de véhicules, informatique et connectivité.
- Nombreuses implantations pour la réalisation des actions d'accueil et d'accompagnement.
- 5 ensembles immobiliers regroupés proposant du logement et de l'hébergement & un parc diffus de plus de 500 logements sur les communes de Montpellier et Lunel, capté auprès de propriétaires privés ou de bailleurs sociaux

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

2/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

3/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

### Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Frais de notaire	5 ans
- Logiciels	0,75 à 5 ans
- Constructions	
- Constructions (composants)	2 à 76 ans
- Gros œuvre	10 à 50 ans
- Facades, étanchéité, couverture, menuiseries ext.	15 à 25 ans
- Chauffage, électricité, plomberie	4 à 15 ans
- Agencements intérieurs (dont cloisons, carrelages)	5 à 15 ans
- Agencements et aménagements des constructions	3 à 20 ans
- Installations générales, agencements	1 à 15 ans
- Matériel et outillage	3 à 7 ans
- Matériel de transport	3 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	3 à 15 ans
- Immobilisations grevées de droits	2 ans

### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

### Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

4/ La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

5/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 20 Décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

### **Gestion contrôlée : Présentation**

6/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

### Engagements en matière de retraite

7/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux d'actualisation de 3,38%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

## REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 8/ Evènements significatifs

A/ Fusion par voie d'absorption de l'association CONVERGENCE 34 par l'association GAMMES avec effet rétro-actif au 01/01/2024.

Changement de dénomination : l'établissement "CONVERGENCE 34" devient "I.A.E."

### B/ Contentieux en cours :

#### **S.A.A.D. Prestataire**

1/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier fixée au 16/09/2022.

Total des chefs de demande estimés à 22 463 Euros.

Le délibéré a été rendu le 17/03/2023 : Le bulletin émis fait état d'une dépense de 7 648 Euros.

2/ Pour Rappel : Jugement du Conseil des Prud'hommes le 08/09/2015 : paiement de 4 423 Euros au salarié au titre d'indemnité de requalification (contrat du 04/12/2006 requalifié en CDI). Le salarié a été débouté de toutes ses autres demandes. Le salarié a interjeté appel de cette décision, l'audience a été fixée au 13 mars 2019 devant la Cour d'Appel.

Arrêt rendu le 15 mai 2019 condamnant l'association GAMMES à payer au salarié la somme de 147 174 Euros.

Cela a entraîné 147 184 Euros de charges exceptionnelles. A cela s'ajoutait 7 200 Euros d'honoraires d'avocats.

Charges exceptionnelles 2022 = 8 000 Euros au titre de l'article 700 du code de Procédure Civile

Le salarié a formé un pourvoi en cassation le 09 Janvier 2023.

Total des chefs de demande estimés à 280 965 Euros.

Dénouement en 2024 : Rejet du pourvoi et condamnation aux dépens selon l'article 700, le 11 décembre 2024.

3/ L'audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier a été fixée au 26 mai 2023.

Le Conseil des Prud'hommes a condamné l'association GAMMES à 1 970 Euros (dommages et intérêts + article 700).

Le salarié a fait appel du jugement le 18 Octobre 2023. Aucune date d'audience fixée.

Total des chefs de demande estimé à 25 224 Euros.

Pas de constitution d'une provision.

#### **A.U.I.H.L.**

1/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier fixée au 25/02/2022.

Total des chefs de demande estimés à 38 730 Euros. Pas de constitution d'une provision.

Le salarié a été débouté de l'intégralité de ses demandes et a interjeté appel du jugement le 23 Juin 2022.

Le dossier a été plaidé le 19 Juin 2024 devant la Cour d'Appel de Montpellier et la Cour d'Appel a rendu son délibéré le 6 Novembre 2024, condamnant l'association à verser au salarié la somme de 9 991 Euros (Dommages et intérêts, Licenciement sans cause réelle et sérieuse, et Article 700)

2/ Pour rappel : Audience de jugement devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier fixée au 23/05/2023.

Le salarié a été débouté de l'intégralité de ses demandes.

Le salarié a interjeté appel du jugement le 24 Janvier 2024.

Le dossier est en instance de fixation par la Cour d'Appel de Montpellier.

Pas de constitution d'une provision.

3/ L'audience de jugement devant le Conseil de Prud'hommes de Montpellier a été fixée au 01 Mars 2024. Jugement rendu le 20/12/2024 et appel du salarié le 14/01/2025.

En attente de fixation devant la Cour d'Appel.

Total des chefs de demande estimé à 32 500 Euros.

Pas de constitution d'une provision.

4/ Saisie du Conseil de Prud'hommes le 3 Octobre 2024 par un salarié.

Total des chefs de demandes estimé à 157 052 Euros. Audience de conciliation prévue le 31 Mars 2025.

Pas de constitution d'une provision.

# ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE	76 956,79			
SERVICE COMMUN				166 067,84
S.A.A.D. PRESTATAIRE			70 605,57	
GAMMES S.S.I.A.D.	7 692,86		19 115,53	
A.V.S.		77 153,74		
C.A.D.A.				16 634,99
CENTRE DE SANTE		318 713,50		
A.U.I.H.L.		56 103,23	47 267,71	
I.A.E.		6 725,81		
<b>TOTAUX</b>	<b>84 649,65</b>	<b>458 696,28</b>	<b>136 988,81</b>	<b>182 702,83</b>

## RESULTATS ADMINISTRATIFS

GESTION CONTRÔLÉE ETABLISSEMENTS SOCIAUX MEDICO-SOCIAUX	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE ANTERIEUR	CHARGES AVEC PRISE EN COMPTE DIFFEREE	RESULTAT ADMINISTRATIF
SERVICE COMMUN	-166 067,84		20 113,00	-145 954,84
S.A.A.D. PRESTATAIRE	70 605,57		-46 742,00	23 863,57
GAMMES S.S.I.A.D.	19 115,53		-28 929,00	-9 813,47
GAMMES C.A.D.A.	-16 634,99		-3 194,00	-19 828,99
A.U.I.H.L. C.H.R.S. ISSUE	47 267,71	80 000,00	5 918,43	133 186,14
<b>TOTAUX</b>	<b>-45 714,02</b>	<b>80 000,00</b>	<b>-52 833,57</b>	<b>-18 547,59</b>

# ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<b>R.A.N. ANC 2018-06</b>				
A.V.S.	2 043,95			
C.A.D.A.	107 395,61			
A.U.I.H.L.	194 684,87			
GPA	411 626,34			
<b>R.A.N. DEPENSES REFUSEES</b>				
S.A.A.D. PRESTATAIRE		268 017,29		
<b>REPORT A NOUVEAU</b>				
A.V.S.	76 953,91			
SERVICE COMMUN	3 864,59			
S.S.I.A.D.		32 938,84		
GPA		979 759,63		
S.A.A.D. PRESTATAIRE		69 819,13		
A.U.I.H.L.		81 029,97		
CENTRE DE SANTE		298 302,76		
<b>RESULTAT AFFECTE AUX MESURES EXPLOITATION</b>				
A.U.I.H.L.			9 847,87	
<i>RETRAITE</i>				
S.S.I.A.D.			6 851,02	
A.U.I.H.L.			37 687,00	
<i>RENOV. ENERGETIQUE</i>				
A.U.I.H.L.			50 833,87	
<b>RESULTATS EN ATTENTE</b>				
SERVICE COMMUN			202 786,46	
S.A.A.D. PRESTATAIRE				174 154,23
S.S.I.A.D.				36 839,87
C.A.D.A.			212 127,45	
A.U.I.H.L.			69 435,20	
<b>P.C.D. DETTE CONGES A PAYER</b>				395 082,24
<b>P.C.D. SOLDE AVENANT 43</b>			214 555,60	
<b>TOTAUX</b>	<b>796 569,27</b>	<b>1 729 867,62</b>	<b>804 124,47</b>	<b>606 076,34</b>



# TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Apport C34 à GAMMES	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement	29 005,49					29 005,49
Autres immobilisations incorporelles	329 292,76	4 774,73		195 771,60	50 105,30	188 401,19
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>358 298,25</b>			<b>195 771,60</b>	<b>50 105,30</b>	<b>217 406,68</b>
Terrains						
Constructions sur sol propre	9 370 993,90	863 345,57	70 656,39	42 685,72		10 262 310,14
Constructions sur sol d'autrui	33 217,50					33 217,50
Installations générales, agencements des constructions	979 885,76	264 539,08	81 205,15	6 832,96		1 318 797,03
Install. techniques, Matériel et outillage	83 552,37	193 433,02	22 300,41	17 111,68		282 174,12
Install. générales, agencements divers	1 930 235,48	100 504,64	41 443,06	1 405,87		2 070 777,31
Matériel de transport	463 787,71	219 885,52	112 092,80	13 494,50		782 271,53
Matériel de bureau et informatique	528 505,56	96 115,59	121 570,39	101 555,28	60 555,96	705 192,22
Mobilier	365 261,66	16 547,70	25 859,14			407 668,50
Autres immobilisations corp.	92 343,81		10 701,02			103 044,83
Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	403 629,22		93 322,90	44 270,54	-110 661,26	342 020,32
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>14 251 412,97</b>	<b>1 754 371,12</b>	<b>579 151,26</b>	<b>227 356,55</b>	<b>-50 105,30</b>	<b>16 307 473,50</b>
Participations et créances rattachées						
Autres titres immobilisés	119 730,11	11 895,00	2 562,00			134 187,11
Prêts et autres immob. financières	222 374,80	11 770,49	7 990,66	7 666,87		234 469,08
<b>TOTAL IMMOB. FINANCIERES</b>	<b>342 104,91</b>		<b>10 552,66</b>	<b>7 666,87</b>		<b>368 656,19</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>14 951 816,13</b>	<b>1 754 371,12</b>	<b>589 703,92</b>	<b>430 795,02</b>		<b>16 893 536,37</b>

# TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Apport C34 à GAMMES	Augmentations	Diminutions	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement	24 022,82		1 095,76		25 118,58
Autres immobilisations incorporelles	272 464,65	4 774,73	39 870,10	195 771,60	121 337,88
<b>TOTAL IMMOB. INCORPORELLES</b>	<b>296 487,47</b>	<b>4 774,73</b>	<b>40 965,86</b>	<b>195 771,60</b>	<b>146 456,46</b>
Aménagement terrains					
Constructions sur sol propre	3 945 871,82	645 801,24	363 402,52	31 531,15	4 923 544,43
Constructions sur sol d'autrui	30 508,94		30 106,80		60 615,74
Installations générales, agencements des constructions	658 621,89	165 657,62	59 297,02	6 832,96	876 743,57
Install. techniques, Matériel et outillage	49 630,35	106 679,50	34 530,69	17 111,68	173 728,86
Install. générales, agencements divers	1 167 696,67	67 362,16	146 012,94	763,08	1 380 308,69
Matériel de transport	327 476,70	129 920,61	96 266,81	13 494,50	540 169,62
Matériel de bureau et informatique	370 128,60	60 632,16	85 834,11	100 380,58	416 214,29
Mobilier	331 017,98	16 547,70	13 057,27		360 622,95
Autres immobilisations corporelles	49 895,38		12 568,69		62 464,07
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL IMMOB. CORPORELLES</b>	<b>6 930 848,33</b>	<b>1 192 600,99</b>	<b>841 076,85</b>	<b>170 113,95</b>	<b>8 794 412,22</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS</b>	<b>7 227 335,80</b>	<b>1 197 375,72</b>	<b>882 042,71</b>	<b>365 885,55</b>	<b>8 940 868,68</b>

# TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Apport C34 à GAMMES	Affectation du résultat	Augmentat°	Diminut°	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	3 952 651,40	1 274 995,86				5 227 647,26
Fonds propres avec droit de reprise	25 463,73					25 463,73
Écarts de réévaluation						
Réserves gestion propre	271 593,00					271 593,00
Réserves gestion contrôlée	1 892 474,37			32 769,77	244 916,39	1 680 327,75
Report à nouveau gestion propre	-642 551,22		-290 747,13			-933 298,35
Report à nouveau gestion contrôlée	331 133,42		-395 231,91	374 916,39	112 769,77	198 048,13
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>						
Gestion propre	-290 377,01		290 377,01	84 649,65	458 696,28	-374 046,63
Gestion contrôlée	-395 602,03		395 602,03	136 988,81	182 702,83	-45 714,02
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>5 144 785,66</b>	<b>1 274 995,86</b>		<b>629 324,62</b>	<b>999 085,27</b>	<b>6 050 020,87</b>
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	1 379 867,72	22 431,49		245 438,70	124 270,34	1 523 467,57
Provisions réglementées	423 871,93			8 594,02		432 465,95
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>6 948 525,31</b>	<b>1 297 427,35</b>		<b>883 357,34</b>	<b>1 123 355,61</b>	<b>8 005 954,39</b>

# TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Apport C34 à GAMMES	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves gestion contrôlée :					
- Investissement	746 409,22				746 409,22
- Trésorerie	50 000,00				50 000,00
- Compensation des déficits	1 085 172,67		32 769,77	244 916,39	873 026,05
- Compensation des amortissements	10 892,48				10 892,48
Autres réserves	271 593,00				271 593,00
<b>TOTAL RESERVES</b>	<b>2 164 067,37</b>		<b>32 769,77</b>	<b>244 916,39</b>	<b>1 951 920,75</b>
Couverture du B.F.R.	47 341,52				47 341,52
Renouvellement des immobilisations					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées	376 530,41		8 594,02		385 124,43
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>423 871,93</b>		<b>8 594,02</b>		<b>432 465,95</b>
Provisions pour litiges					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées ( E.S.A.T. )					
Provisions pour départ retraite					
Provisions pour grosses réparations					
Autres provisions pour risques et charges	1 174 859,18	54 589,67	375 473,13	509 389,52	1 095 532,46
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>1 174 859,18</b>	<b>54 589,67</b>	<b>375 473,13</b>	<b>509 389,52</b>	<b>1 095 532,46</b>
Dépréciation :					
- Immobilisations incorporelles					
- Immobilisations corporelles					
- Immobilisations financières					
- Stocks et en-cours					
- Comptes clients et usagers	164 744,92		152 459,69	155 396,45	161 808,16
- Autres					
<b>TOTAL DEPRECIATION</b>	<b>164 744,92</b>		<b>152 459,69</b>	<b>155 396,45</b>	<b>161 808,16</b>
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>1 763 476,03</b>	<b>54 589,67</b>	<b>536 526,84</b>	<b>664 785,97</b>	<b>1 689 806,57</b>

## VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
UNIFED HORIZONS - C.E.T.	10 500,41	26 771,70		37 272,11
<b>TOTAL DES VALEURS MOBILIERES</b>	<b>10 500,41</b>	<b>26 771,70</b>		<b>37 272,11</b>

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
UNIFED HORIZONS - C.E.T.	37 272,11	38 217,15	945,04	
<b>PLUS ET MOINS VALUES LATENTES</b>	<b>37 272,11</b>	<b>38 217,15</b>	<b>945,04</b>	

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
<b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE</b>				

## SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Apport C34 à GAMMES	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
						Montant global	Non utilisé (1)
			A	A	B	C	D=A+B-C
<b><u>Contributions financières autorités de tarification</u></b>							
CNR DEPENSES PERS. NON PERENNES	88 998,00			84 750,00		84 750,00	
Sous-total :	88 998,00			84 750,00		84 750,00	
<b><u>Subventions d'exploitation</u></b>							
A.R.T.T.	936,43	936,43			936,43		
LUTTE CONTRE PAUVRETE	42 000,00	8 358,90			4 999,99	3 358,91	
LOGEMENT D'ABORD		2 940,83			2 186,46	754,37	
115	200 000,00	389 147,59		53 445,26	70 470,20	372 122,65	318 677,39
INTERPRETARIAT 2021	20 000,00	3 088,00			3 088,00		
PREPARATION CPOM	4 938,00	4 938,00				4 938,00	4 938,00
I.M.L.		19 738,72			4 000,00	15 738,72	
UKRAINE	95 999,00	28 653,23		15 338,08	28 653,23	15 338,08	
CPHU 3M 2023	50 000,00	50 000,00			50 000,00		
CPHU 3M 2024	50 000,00			50 000,00		50 000,00	
DDETS - ENTRETIEN DOUCHES	20 000,00			20 000,00	1 775,00	18 225,00	
DDETS - RENOV. PAUSE	20 000,00			20 000,00		20 000,00	
DDETS - FORMATIONS	10 000,00			10 000,00		10 000,00	
CPAM - ACTION COLLECTIVE				4 125,00		4 125,00	
SUBV.RAPSOL3M	1 200,00	1 200,00			1 200,00		
SUBVENTION F.D.I.	28 428,00		8 110,77		3 384,18	4 726,59	
SUBVENTION F.D.I.	29 000,00		8 274,85		8 274,85		
SUBVENTION F.D.I.	21 000,00			21 000,00	2 659,60	18 340,40	
Sous-total :	593 501,43	509 001,70	16 385,62	193 908,34	181 627,94	537 667,72	323 615,39
<b><u>Contributions financières d'autres organismes</u></b>							
SUBV. E.D.F. / SAINT LOUIS	5 500,00	3 999,15			206,95	3 792,20	
SUBV. ABBE P. / ST LOUIS	110 000,00	79 982,91			4 139,03	75 843,88	
CHENIL SOLIDAIRE	1 920,00	1 920,00				1 920,00	
CAISSE EPARGNE	20 000,00		7 405,54		2 000,00	5 405,54	
MSA CONCIERGERIE	30 000,00		8 560,19		3 571,69	4 988,50	
CONVENTION MAIRIE	8 000,00			8 000,00	333,34	7 666,66	
Sous-total :	175 420,00	85 902,06	15 965,73	8 000,00	10 251,01	99 616,78	
<b><u>Ressources liées à la générosité du public</u></b>							
MECENAT ALTRAD	100 000,00			80 000,00		80 000,00	
Sous-total :	100 000,00			80 000,00		80 000,00	
Total	957 919,43	594 903,76	32 351,35	366 658,34	191 878,95	802 034,50	323 615,39

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

## SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport C34 à GAMMES	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture de l'exercice
Montant nominal (Compte 131/138)	A	A	B	C	D=A+B-C
SUBV. INVEST. REGIONS	113 614,05		196 256,47	14 330,00	295 540,52
SUBV. INVEST. DEP.	227 390,00				227 390,00
SUBV. INVEST. COMMUNES	1 638 449,75	7 863,00			1 646 312,75
SUBV. INVEST. COLL. PUBLIQ.	98 192,00		22 634,00		120 826,00
SUBV. FEDER			10 910,93		10 910,93
SUBV. FDI		25 643,00			25 643,00
ANAH 2015 - SABATIER RENOV.		26 896,00			26 896,00
DON GUITOUNE			1 000,00		1 000,00
C.A.F. LOGICIEL	3 745,00			3 745,00	
C.A.F. INOE	2 797,00				2 797,00
C.A.F. TRAVAUX			3 868,00		3 868,00
C.A.F. FME 2022	3 510,32			3 510,32	
C.A.F. SALLE BETON			1 350,37		1 350,37
C.A.F. GUITOUNE			5 000,00		5 000,00
SUBV. INVEST. PAUSE	35 000,00				35 000,00
SUBV. INVEST. CNSA			7 500,00		7 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 122 698,12</b>	<b>60 402,00</b>	<b>248 519,77</b>	<b>21 585,32</b>	<b>2 410 034,57</b>

  

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Montant début exercice	Apport C34 à GAMMES	Augmentations	Diminutions/ Ajustements	Solde à la clôture de l'exercice
Quotes-parts virées au résultat (Compte 139)	A	A	B	C	D=A+B-C
SUBV. INVEST. REGIONS	15 476,19		20 589,72	686,73	35 379,18
SUBV. INVEST. DEP.	78 092,81		8 461,79		86 554,60
SUBV. INVEST. COMMUNES	586 332,37	5 643,89	66 339,20		658 315,46
SUBV. INVEST. COLL. PUBLIQ.	40 741,74		5 249,78		45 991,52
SUBV. FEDER			1 933,34	-1 133,52	3 066,86
SUBV. FDI		13 021,27	2 557,34		15 578,61
ANAH 2015 - SABATIER RENOV.		19 305,35	2 689,60		21 994,95
DON GUITOUNE			26,94		26,94
C.A.F. LOGICIEL	3 745,00			3 745,00	
C.A.F. INOE	358,95		559,40		918,35
C.A.F. TRAVAUX			709,13		709,13
C.A.F. FME 2022	3 510,32			3 510,32	
C.A.F. SALLE BETON			1 350,37		1 350,37
C.A.F. GUITOUNE			134,72		134,72
SUBV. INVEST. PAUSE	14 573,01		1 829,86		16 402,87
SUBV. INVEST. CNSA			143,44		143,44
<b>TOTAL</b>	<b>742 830,39</b>	<b>37 970,51</b>	<b>112 574,63</b>	<b>6 808,53</b>	<b>886 567,00</b>

# **ETAT DES CREANCES ET DETTES**

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		234 469,08	10 798,00	16 457,49	207 213,59
Débiteurs et comptes rattachés		772 400,53	772 400,53		
Autres créances		8 397 342,23	8 397 342,23		
Charges constatées d'avance		286 484,13	286 484,13		
<b>TOTAL CREANCES</b>		<b>9 690 695,97</b>	<b>9 467 024,89</b>	<b>16 457,49</b>	<b>207 213,59</b>
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		5 020 987,23	335 048,33	730 020,31	3 955 918,59
Emprunts et dettes financières diverses (1)		144 238,13	144 238,13		
Fournisseurs et comptes rattachés		1 682 302,19	1 682 302,19		
Dettes fiscales et sociales		3 616 105,88	3 616 105,88		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		61 382,84	61 382,84		
Autres dettes		188 582,24	188 582,24		
Produits constatés d'avance		6 984 012,49	6 984 012,49		
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>17 697 611,00</b>	<b>13 011 672,10</b>	<b>730 020,31</b>	<b>3 955 918,59</b>
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		190 083,91		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		456 084,36		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		5 020 987,23		



## PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	10 482,58
4. Autres créances	274 754,26
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>285 236,84</b>

**CHARGES A PAYER**

## MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	60 104,10
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	296 671,90
6. Dettes fiscales et sociales	1 948 876,03
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	686,55
<b>TOTAL</b>	<b>2 306 338,58</b>

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	286 484,13
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL</b>	<b>286 484,13</b>
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	6 984 012,49
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
<b>TOTAL</b>	<b>6 984 012,49</b>

## CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	280 406,06
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	12 972,06
Dotations aux amortissements et provisions	207 066,04
<b>TOTAL</b>	<b>500 444,16</b>
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	97 384,52
Produits exceptionnels sur opérations en capital	180 038,44
Reprises sur provisions et transferts de charges	507 805,64
<b>TOTAL</b>	<b>785 228,60</b>
<b><u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u></b>	
<b><u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u></b>	
INGENIEURIE DE PROJET NON ABOUTIE	40 434,50
CHARGES SUR EXERCICES ANTERIEURS	2 124,54
PERTE SUBVENTIONS	217 902,64
INDEMNITE TRANSACTIONNELLE CARPA	16 991,00
PENALITES	2 953,38
VALEUR NETTE DES ELEMENTS D'ACTIFS CEDES	12 972,06
PROVISION POUR RISQUES S/ SUBVENTIONS	198 472,02
DOTATION AUX PROVISIONS REGL.	8 594,02
<b><u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u></b>	
REGULARISATIONS DIVERSES	4 555,18
VIREMENT CAF NON IDENTIFIE	10 000,00
SOLDE 2023 FORFAIT CENTRE DE SANTE	35 518,53
AIDE AUX POSTES 2022-2023	43 626,81
REMISE CONTRÔLE URSSAF 2018-2019-2020	3 684,00
QUOTE PART SUBV. VERSEE AU RESULTAT	112 574,63
PRODUIT DE CESSION	67 463,81
REPRISE DE PROVISION POUR RISQUES	507 805,64

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
. Effets escomptés non échus	
. Avals et cautions donnés	
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - Caisse d'épargne	29 370,83
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - C.E.G.C.	3 850,00
. Autres engagements donnés	
- Affectation hypothécaire	
Sur travaux Saint Louis	280 000,00
Sur réparation Atelier Artisan	150 000,00
Sur achat local PONAN 2	100 000,00
Sur Local 10 rue Saint CLAUDE	79 300,00
- Nantissement matériel	114 009,00
- Nantissement compte titres	380 000,00
- Engagements en matière de retraite	1 005 093,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 141 622,83</b>

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
. Plafonds de découverts autorisés	
. Avals et cautions reçus	
Caution pour l'agencements batiments C.A.D.A - C.E.G.C.	14 466,23
Caution pour les travaux Saint Louis - 75% Agglo Montpellier	344 345,41
Caution pour les travaux Saint Louis - 50% C.I.E.	62 578,02
Caution pour les travaux Saint Louis - 50% C.I.E. // 50 % C.R.D.	79 176,92
Caution pour l'immeuble JUVENAL - DEPARTEMENT HERAULT	110 255,51
Caution pour l'immeuble JUVENAL - AGGLO MONTPELLIER	330 766,52
Caution pour l'immeuble PONAN - 75% COMMUNAUTE AGGLO	598 678,94
Caution pour l'immeuble PONAN - 25% DEPARTEMENT HERAULT	127 625,46
Caution pour l'immeuble PONAN - 75% COM. AGGLO // 25% HERAULT	279 016,90
Caution pour l'immeuble BROUSSONNET - 75% C.E.G.C.	948 039,67
Caution pour HOSPITALET - 30% C.E.G.C.	26 217,18
. Autres engagements reçus	
- Biens reçus en crédit-bail	
<b>TOTAL</b>	<b>2 921 166,76</b>

## DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

POSTES CONCERNES	MONTANT GARANTI
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Hypothèque sur travaux Saint Louis Hypothèque sur réparation Atelier Artisan Hypothèque sur achats PONAN 2 Hypothèque sur Local 10 rue Saint CLAUDE  . Emprunts et dettes financières divers  . Autres dettes	125 156,04 Emprunt terminé 70 833,21 Emprunt terminé
<b>TOTAL</b>	<b>195 989,25</b>

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	450,00	450,00
Prestations		
Personnel bénévole	540 504,64	427 152,69
<b>Total des contributions volontaires</b>	<b>540 954,64</b>	<b>427 602,69</b>

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Bénévolat	540 504,64	427 152,69
Prestations en nature	450,00	450,00
Dons en nature		
<b>Total des contributions volontaires</b>	<b>540 954,64</b>	<b>427 602,69</b>
<p><u>Méthodes de quantification et de valorisation retenues :</u></p> <p>Volume de 19 719,25 heures valorisé à un taux horaire de 27,41 Euros</p>		

# CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics	
À la charge de l'Assurance maladie	5 836 703,74
À la charge de l'État	1 162 764,20
À la charge du Département	5 477 498,47
À la charge des Caisses d'Allocations Familiales	310 298,69
À la charge d'autres financeurs	1 775 663,74
. Subventions d'exploitation	
Union Européenne	969 590,88
État	81 943,33
Région	54 200,00
Département	20 259 652,27
Collectivités territoriales	
Assurance Maladie	75 957,00
Établissements publics à caractère administratif	94 414,24
Ville	855 548,40
. Subventions d'investissement	
Union Européenne	
État	
Région	
Département	
Collectivités territoriales	
Établissements publics à caractère administratif	
Établissements publics à caractère industriel et commercial	
Ville	
<b>TOTAL</b>	<b>36 954 234,96</b>



**HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2024	62 540,61		62 540,61
<b>TOTAL</b>	<b>62 540,61</b>		<b>62 540,61</b>